

MINISTERE DE L'ENERGIE,  
DES MINES ET DES CARRIERES

BURKINA FASO

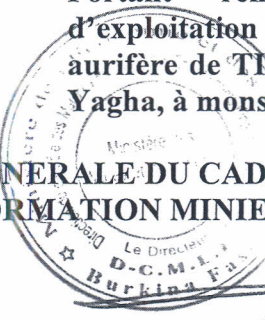
-----  
Unité - Progrès - Justice

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION GENERALE DU  
CADASTRE MINIER ET DE  
L'INFORMATION MINIERE

Décision N° 17 - 005/MEMC/SG/DGCMIM  
Portant renouvellement de l'autorisation  
d'exploitation artisanale traditionnelle du site  
aurifère de TIEBELE, situé dans la Province du  
Yagha, à monsieur ANOUGA O Moumouni.

LA DIRECTRICE GENERALE DU CADASTRE MINIER  
ET DE L'INFORMATION MINIERE

-  *Visa cf n° 57*
- VU la Constitution ;
- VU Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso; *27-01-2017*
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016, portant composition du Gouvernement;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 – 027/PRES/PM /SGG – CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2005 – 047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005 portant gestion des Autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2010 – 075/PRES/PM/MEF du 03 mars 2010 portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'Arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n° 2002/056/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2012 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002/057/MCE/SG/DGMGC du 23/7/2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002/058/MCE/SG/DGMGC du 23/7/2002 portant disposition applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la décision n° 2014/043/MME/SG/DGMG du 14 octobre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle du site aurifère de TIEBELE,
- VU la demande de monsieur ANOUGA O. Moumouni enregistrée le 17 novembre 2016;

- VU la lettre n°016-0929/MEMC/SG/DGCMIM du 27/12/2016 portant invite à payer des droits fixes d'octroi ;
- VU la quittance n°0312525 du 09/01/2017 de paiement effectif des droits d'octroi fixés à quatre cent mille (400 000) Francs CFA.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** Il est renouvelé, l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle pour l'or du site de TIEBELE, situé dans le Département de Tiébélé, Province du Nahouri, à monsieur **ANOUGA O. Moumouni**.

**ARTICLE 2 :** La superficie de l'autorisation d'exploitation objet de la présente décision est de 1 km<sup>2</sup>.

Les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM des sommets du périmètre de cette autorisation sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	723 979	1 222 761
B	724 979	1 222 761
C	724 979	1 221 761
D	723 979	1 221 761
<b>Ellipsoïde : Clark 1880 Datum : Adindan Zone 31 N</b>		

**ARTICLE 3 :** La présente décision est valable pour une durée de deux (02) ans à compter de sa date de signature.

Elle n'est renouvelable que si le bénéficiaire est en règle au regard de la législation minière, de ses obligations fiscales et sous réserve de l'accord du détenteur du permis de recherche couvrant cette zone.

**ARTICLE 4 :** Monsieur **ANOUGA O. Moumouni**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle en respectant les normes de sécurité et d'hygiène, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur. L'utilisation des explosifs pour l'extraction et celle des produits chimiques pour la concentration sont prohibées.

Monsieur **ANOUGA O. Moumouni**, a l'obligation de remettre en état le site exploité.

**ARTICLE 5 :** Monsieur **ANOUGA O. Moumouni**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, est tenu d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier, un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire et un rapport d'activités au terme de l'année calendaire. Le contenu de ces rapports doit être conforme à la réglementation en vigueur.



**ARTICLE 6 :** Monsieur **ANOUGA O. Moumouni** a l'obligation d'interdire l'accès du site aurifère aux enfants de moins de 18 ans.

**ARTICLE 7 :** La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature et sera publiée au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **31 JAN 2017**

**Ampliations :**

- 1- SP/CABINET
- 1-ITS
- 2-DGCMIM
- 1- DGMGC
- 1-BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1-DGI / MINEFID
- 1-INTERESSE
- 1-ANEEMAS
- 1- GOUVERNORAT Centre Sud
- 1- HC du Nahouri
- 1- PREFECTURE DE Tiébélé
- 1- MAIRIE DE LA COMMUNE DE Tiébélé
- 1 - J.O.
- 1 - CLASSEMENT.



**Aïssata TAPSOBA/SY**  
*Chevalier de l'Ordre National*